



FORUM PARLEMENTAIRE  
sur les Armes Légères et de Petit Calibre

## Déclaration de Principe sur l'aide et la sécurité

Bureau du Forum Parlementaire sur les armes légères et de petit calibre,  
réunion de Maputo, Mozambique, le 16 mars 2008

On dit souvent que la sécurité et le développement sont les deux faces d'une même monnaie. Le développement est impossible sans la sécurité ; la sécurité sans le développement ne dure pas, et ainsi de suite. Voici ce que dit monsieur Kofi Annan, ancien Secrétaire Général de l'ONU, dans son rapport « Dans une liberté plus grande », avant le sommet de l'ONU de l'Assemblée Générale de 2005:

*«Le monde doit agir dans trois domaines à la fois, le développement, la sécurité et les droits de l'homme, faute de quoi on ne réussira sur aucun front. Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés.»*

Nous en sommes arrivés aujourd'hui au point que les liens entre développement et sécurité sont en tête de l'agenda politique. Par exemple, l'un des messages directeurs du Rapport du Groupe de haut niveau de l'ONU est que « le développement et la sécurité sont liés inextricablement. Un monde plus sûr n'est pas possible si l'on n'accorde pas aux pays pauvres une chance de se développer. Même dans les pays riches, les gens seront plus en sécurité si leurs gouvernements aident les pays pauvres à éliminer la pauvreté et la maladie et réalisent les Objectifs du Millénaire pour le développement. »

Quoiqu'il en soit, des préoccupations fondamentales liées à l'interaction de la sécurité et de l'assistance au développement doivent être prises en considération. Depuis la création de l'ONU, le rapport étroit et les liens indéfectibles entre la sécurité, le développement et les droits de l'homme ont été un sujet récurrent de discussion, mais la responsabilité de la réalisation des activités pour atteindre les objectifs dans ces domaines a été répartie dans des départements séparés aussi bien au sein de l'organisation de l'ONU qu'au sein des institutions des États.

L'association entre développement et sécurité a ouvert la porte à une augmentation des financements et de l'intérêt politique, puisque la sécurité exige souvent des actions immédiates et des mises en priorité politique. Après les attaques terroristes du 9 septembre, les tendances du débat ont suggéré que les liens entre la pauvreté et le terrorisme sont indéfectibles, que les financements pour une réduction de la pauvreté réduiront le terrorisme. Aujourd'hui, le débat a

pris partiellement la direction opposée, par suite de la prise de conscience que les financements pour le développement qui ont été de plus en plus redirigés vers des projets de lutte contre le terrorisme n'ont pas nécessairement été efficaces pour combattre la pauvreté. Alors que la lutte contre la pauvreté est un investissement pour améliorer la sécurité, le contraire est beaucoup plus compliqué. Les zones à pauvreté chronique risquent d'être négligées si elles ne sont pas considérées comme une menace immédiate contre la sécurité. Une concentration étroite sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme pourraient placer les besoins de sécurité de court terme avant les besoins de long terme de justice et les priorités immédiates des pays donateurs avant les besoins fondamentaux des pauvres.

L'une des principales préoccupations de l'agenda qui se fait jour concernant la sécurité et le développement est que le fait de relier la sécurité et le développement dépend du résultat de la sécurisation du développement plutôt que la « développementalisation » de la sécurité. Les sceptiques au sujet du lien entre la sécurité et le développement se réfèrent également au danger qu'il y a à lier la pauvreté et le terrorisme. La pauvreté en tant que telle ne mène pas à des conflits alors que les inégalités peuvent souvent y mener. L'injustice et l'impunité créent la frustration et si les institutions démocratiques manquent à leurs responsabilités civiles, il existe un risque croissant que la frustration sociale ne mène à des actions non démocratiques et à l'utilisation unilatérale et illégale de la violence. Ces inégalités ne peuvent être stabilisées que par une poursuite du développement.

Lors des réunions de haut niveau du comité d'assistance au développement (DAC) de l'OCDE en 2005, les critères concernant la sécurité de l'assistance officielle au développement (ODA)<sup>1</sup> ont été étendus dans un petit nombre de domaines limités. Les dépenses afférentes à des réformes sectorielles de sécurité non militaire, le contrôle des armes légères et de petit calibre, et la résolution des conflits donnent désormais droit à l'ODA.

Un petit nombre d'États membres ont proposé d'élargir encore les critères pour couvrir les réformes et les formations non militaires des forces armées et les opérations de maintien de la paix, y compris les contributions aux « capacités d'opérations de soutien de la paix » en faisant évoluer les militaires de ces pays. Cependant, la majorité des membres a résisté énergiquement à une extension plus avant de l'ODA sur les programmes de coopération liés aux activités militaires entre les donateurs et les pays en développement et, lors de la réunion de haut niveau de 2007, cette expansion a été rejetée.

Diverses préoccupations ont été mises en lumière lors de ce débat. Tout d'abord, le fait d'étendre les critères de l'ODA à des dépenses liées aux opérations militaires compromet les financements destinés à la réduction de la pauvreté et à l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire. On s'inquiète que les pays qui ont déjà atteint les objectifs de l'ONU pourraient réaffecter les financements et que les pays n'ayant pas encore atteint les objectifs pourraient trouver une manière facile d'atteindre l'objectif, sans affecter plus de fonds au développement.

---

<sup>1</sup> Le comité d'assistance au développement (DAC) au sein de l'OCDE est un forum réunissant les 22 pays donateurs qui fixent les critères de l'assistance officielle au développement (ODA) par consensus. Les critères sont des directives pour aider les membres de la DAC à déterminer quelles sont les dépenses qui peuvent être considérées comme ODA et celles qui ne le sont pas. Ces critères visent généralement la pauvreté, mais peuvent être interprétés différemment par différents gouvernements et comprennent d'autres questions.

Il existe également le souci, courant dans les ONG pour le développement, qui est la tendance croissante de donner la priorité aux motifs de géopolitique et de sécurité dans l'attribution des aides. Il se manifeste dans le fait que plus de 60 % de l'augmentation de l'ODA entre 2001 et 2004 ont été accordés à trois pays, l'Afghanistan, l'Irak et la République démocratique du Congo, qui comportent à eux trois moins de 3 % des pauvres du monde en développement. Une expansion ultérieure des critères de l'ODA ne ferait que soutenir la liaison entre la lutte contre le terrorisme et la lutte contre la pauvreté.

En outre, le fait d'étendre ces critères répondrait aux propres intérêts des pays donateurs pour la stabilité à court terme des efforts contre le terrorisme au détriment, sur le long terme, de la quête de développement et de paix des pays pauvres. Une telle approche pourrait accroître la tension déjà montante au sein du système de l'ONU entre le Nord et le Sud.

En clair, l'objectif primaire de l'ODA doit être l'élimination de la pauvreté. En reconnaissant les liens entre sécurité et développement et le besoin d'une approche intégrée dans le développement de la paix et du développement, la concentration devrait toujours être sur la « sécurité des hommes » plutôt que la « sécurité armée ». Les activités de sécurité et militaires doivent être financées par les budgets de défense des États, et non l'assistance au développement. Une approche holistique intégrée n'exige pas d'expansions plus avant des critères d'assistance officielle au développement, et des ressources devraient être réservées uniquement pour l'élimination de la pauvreté.

## *Objectifs*

**Le Bureau du Forum Parlementaire sur les armes légères et de petit calibre, réuni à Maputo, Mozambique, le 16 mars 2008:**

*Reconnaît* le lien entre sécurité et développement qui tient compte d'une approche intégrée, simultanée vers l'atteinte des objectifs de développement du millénaire, avec le but ultime de la sécurité des hommes ;

*Soutient* les politiques actuelles de l'OCDE-DAC concernant la relation entre la sécurité et le développement, en réaffirmant que la prolifération des armes légères affecte le développement mais résiste fortement à un élargissement de la définition de l'ODA visant à inclure les activités sécuritaires et militaires, y compris les activités qui ébranleraient la crédibilité des donateurs et l'efficacité et la légitimité de l'aide ;

*Garantit* la coopération au développement dans son propre droit, non en tant qu'instrument pour d'autres besoins, et soutient la mise en œuvre des programmes sur la base des inégalités et liés uniquement aux actions effectuées contre la réduction de la pauvreté, et non aux objectifs de sécurité ;

*Souligne* le besoin d'implications politiques et législatives en assurant que le rôle de l'aide est de combattre la pauvreté et l'inégalité et que les budgets d'aide ne devraient pas être orientés vers d'autres objectifs ;

*Encourage* les membres du Forum de s'impliquer dans leurs parlements respectifs pour s'engager activement et assurer que l'aide au développement atteint les plus pauvres et n'est pas attribuée selon les intérêts nationaux, de sécurité mondiale ou de politique étrangère perçus des donateurs.

*Recommande* que les pays en développement exercent eux-mêmes le contrôle de leurs politiques de développement et s'assurent que les conditions de la politique économique renforcent réellement les processus démocratiques.

*Soutient* les membres du Forum dans leur travail parlementaire pour assister leurs gouvernements et s'assurer que l'ODA se maintient dans une focalisation claire de réduction de la pauvreté et de surveiller les dépenses de manière critique ; tout en évitant que les budgets d'aide n'enflent par l'augmentation des dépenses liées, par exemple, aux crédits à l'exportation, à l'annulation des dettes ou aux dépenses pour les réfugiés et les étudiants.

*Donne mandat au* Secrétariat du Forum de suivre étroitement le débat international sur l'aide et la sécurité et d'offrir aux membres de Forum des informations adéquates.